



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Possibilités d'écoulement sur le marché mondial des excédents futurs de l'Europe

H. E. Buchholz

Citer ce document / Cite this document :

Buchholz H. E. Possibilités d'écoulement sur le marché mondial des excédents futurs de l'Europe. In: Économie rurale. N°116, 1976. Les produits alimentaires stratégiques - deuxième partie. pp. 56-61;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2461>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_116_1_2461

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Les marchés agricoles mondiaux se caractérisent par leur instabilité croissante. Il est donc difficile de faire de bonnes prévisions. Néanmoins, il est pratiquement certain que l'écart entre pays développés et pays en voie de développement se creusera pour les ressources alimentaires, dans les 15 à 20 années à venir. Le problème fondamental à résoudre concerne l'équilibre régional offre-demande alimentaire. Des déséquilibres régionaux existent sur le marché mondial de produits comme les céréales, le sucre, le lait et les produits laitiers ; ces déséquilibres ont tendance à s'aggraver. Les tendances de la production de la CEE montrent que cette dernière est excédentaire pour ces mêmes produits. Les débouchés sur les marchés mondiaux pour de tels produits demeureront limités quel que soit le niveau des prix, (a) Si ce niveau est bas, les produits européens ne sont alors pas compétitifs ; (b) si ce niveau est élevé, les pays du tiers monde n'auront pas un pouvoir d'achat suffisant. Dans les deux cas une aide alimentaire accrue peut être un débouché. Cette solution demeure coûteuse et pose un certain nombre de problèmes d'organisation non encore résolus.

Abstract

World food markets as an outlet for future European surpluses ? - World agricultural markets are characterized by increasing instability. It is, therefore, difficult to work out valid projections. In spite of this, it is almost sure that the gap in food availabilities between developed and developing countries will become more profound over the next 15-20 years. The main problem of the world food situation thus consists in finding an appropriate regional balance of supply and demand. Regional imbalances exist on the world market for primary commodities such as grains, sugar, milk and milk products ; and these imbalances are expected to aggravate. Trends of EEC agricultural production indicate that within the EEC surpluses will prevail with these same products. Commercial outlets for such surpluses on the world market will be restricted, whatever the future level of world market prices will be. (a) Given a low price level EEC production is not competitive ; (b) given a high price level the potential buying countries of the third world lack purchasing power. In both situations increased food aid could be an outlet. This, however, is costly and also raises a number of yet largely unsolved organizational problems.

POSSIBILITÉS D'ÉCOULEMENT SUR LE MARCHÉ MONDIAL DES EXCÉDENTS FUTURS DE L'EUROPE

H.E. BUCHHOLZ,

Braunschweig, RFA

Les marchés agricoles mondiaux se caractérisent par leur instabilité croissante. Il est donc difficile de faire de bonnes prévisions. Néanmoins, il est pratiquement certain que l'écart entre pays développés et pays en voie de développement se creusera pour les ressources alimentaires, dans les 15 à 20 années à venir. Le problème fondamental à résoudre concerne l'équilibre régional offre-demande alimentaire. Des déséquilibres régionaux existent sur le marché mondial de produits comme les céréales, le sucre, le lait et les produits laitiers ; ces déséquilibres ont tendance à s'aggraver. Les tendances de la production de la CEE montrent que cette dernière est excédentaire pour ces mêmes produits. Les débouchés sur les marchés mondiaux pour de tels produits demeureront limités quel que soit le niveau des prix. (a) Si ce niveau est bas, les produits européens ne sont alors pas compétitifs ; (b) si ce niveau est élevé, les pays du tiers monde n'auront pas un pouvoir d'achat suffisant. Dans les deux cas une aide alimentaire accrue peut être un débouché. Cette solution demeure coûteuse et pose un certain nombre de problèmes d'organisation non encore résolus.

World food markets as an outlet for future European surpluses ?

World agricultural markets are characterized by increasing instability. It is, therefore, difficult to work out valid projections. In spite of this, it is almost sure that the gap in food availabilities between developed and developing countries will become more profound over the next 15-20 years. The main problem of the world food situation thus consists in finding an appropriate regional balance of supply and demand. Regional imbalances exist on the world market for primary commodities such as grains, sugar, milk and milk products ; and these imbalances are expected to aggravate. Trends of EEC agricultural production indicate that within the EEC surpluses will prevail with these same products. Commercial outlets for such surpluses on the world market will be restricted, whatever the future level of world market prices will be. (a) Given a low price level EEC production is not competitive ; (b) given a high price level the potential buying countries of the third world lack purchasing power. In both situations increased food aid could be an outlet. This, however, is costly and also raises a number of yet largely unsolved organizational problems.

Depuis le début de cette décennie, les marchés agricoles mondiaux se caractérisent par leur grande instabilité. Dans le passé de telles périodes d'instabilité se sont également produites à diverses reprises.

En raison de l'expansion du commerce international, les fluctuations du marché ont cependant des répercussions toujours plus importantes quant au nombre de produits. Nous en trouvons des exemples dans les récentes tendances des marchés des céréales, du sucre, des protéagineux, de la viande de bœuf entre autres. Les causes de cette instabilité croissante sont multiples ; aussi une modération des fluctuations n'est-elle que partiellement obtenue par des mesures politiques et économiques. Il en est ainsi pour les fluctuations de la production agricole dues aux conditions climatiques.

Mais de plus en plus, des facteurs purement économiques, comme l'expansion et la spécialisation, contribuent à l'instabilité des marchés agricoles. Dans les pays industrialisés, la rapide croissance économique des deux dernières décennies a encouragé la demande de den-

rées alimentaires de meilleure qualité et riches en protéines. Comme la production de lait, de viande et d'œufs constitue une production secondaire dépendant en grande partie des céréales, cela a accru considérablement la demande mondiale de céréales fourragères, et de céréales en général. Dans les pays en voie de développement, on constate également une augmentation de la production de céréales et du développement de la demande de céréales, manifestement aux dépens de la consommation de produits à tubercules et à racines, moins faciles à écouler sur le marché.

Ces deux évolutions montrent que l'approvisionnement alimentaire mondial dépend toujours plus de volume des récoltes céréalières. De mauvaises récoltes de céréales ont par conséquent de plus grandes répercussions. En outre dans l'agriculture hautement mécanisée, la production agricole spécialisée dépend toujours plus d'un approvisionnement énergétique suffisant. A ces tendances s'ajoutent évidemment les effets des cycles économiques sur la demande de matières premières agricoles. Et en conséquence, la faible élasticité de prix

de la demande de produits primaires entraîne de forts mouvements de prix.

Les déplacements des courants commerciaux mondiaux déterminés par la politique monétaire ont également contribué à accroître l'instabilité. Enfin, les marchés agricoles mondiaux sont influencés par différents facteurs politiques. Tous les pays s'efforcent de limiter les risques d'approvisionnement, souvent en ayant recours à des mesures de soutien de la production. De tels programmes de politique agricole sont bien connus pour la plupart des pays, mais leurs objectifs peuvent être facilement modifiés. De plus, la

situation intérieure d'un certain nombre de pays n'est pas, ou très peu connue. Les pays socialistes d'Europe de l'Est et d'Asie, par leurs grands et soudains besoins d'importations, portent une large part de responsabilités dans les perturbations des marchés agricoles mondiaux. Ce genre de situations pourrait se reproduire à l'avenir.

Il ne faut pas s'attendre à ce que tous ces facteurs techniques de production, économiques ou politiques, soient moins actifs à l'avenir. Au contraire, on peut penser qu'ils contribueront davantage encore à accentuer les fluctuations sur les marchés agricoles (1).

LA CAPACITE D'ABSORPTION DES MARCHES MONDIAUX

Dans ces conditions, il est évidemment très difficile de faire des prévisions valables sur la capacité d'absorption des marchés mondiaux. Même une analyse fouillée du passé et du présent ne nous permet pas d'envisager l'avenir. A tout moment, des événements imprévus peuvent se produire, renversant toute prévision économique sérieuse. Cependant certaines tendances fondamentales qui se dessinent déjà aujourd'hui dans le domaine de l'alimentation mondiale, peuvent continuer de se manifester même dans des circonstances inattendues. Ainsi l'évolution actuelle de l'approvisionnement alimentaire creuse un écart entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. La production alimentaire par habitant stagne depuis des années dans les pays en voie de développement d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique. Pourtant, au cours des vingt dernières années, les taux d'accroissement de la production alimentaire dans les pays en voie de développement ont été égaux ou supérieurs à ceux des pays industrialisés ; l'approvisionnement de l'ensemble de ces pays ne s'est cependant pas amélioré considérablement.

L'accroissement total a été plus ou moins absorbé par l'augmentation de la population. Le niveau actuel d'auto-approvisionnement des pays en voie de développement s'est à peine élevé en 20 ans (cf. tableau 1). Cela montre clairement que l'augmentation de la population sera le facteur décisif dans l'analyse future des marchés agricoles mondiaux. Les données actuellement disponibles permettent de dire que l'évolution peu satisfaisante qu'a connue depuis vingt ans l'approvisionnement alimentaire des pays en voie de développement, se maintiendra encore pendant une période au moins aussi longue.

Ce n'est qu'à partir de 1980 que les projections démographiques connues prévoient une réelle diminution des taux d'accroissement dans les pays en voie de développement très peuplés (2). La population mondiale, qui est aujourd'hui de 3,5 milliards d'hommes, peut atteindre 6 à 7 milliards en l'an 2000. Une stabilisation se produira probablement seulement lorsque la population mondiale aura atteint les 10 milliards d'individus.

Aussi longtemps que les besoins supplémentaires de

produits alimentaires dus à l'accroissement démographique seront seuls satisfaits, il n'y aura pas d'amélioration du niveau alimentaire. Si, dans le cadre de leur développement, les pays en voie de développement parviennent à maintenir une augmentation réelle et continue du revenu par habitant, ils pourront accroître considérablement la qualité de l'alimentation, en raison de l'élasticité de revenu de la demande alimentaire encore relativement élevée dans ces pays. Il faut en tenir compte dans l'estimation de l'augmentation potentielle de la demande. Le tableau 2 donne une prudente évaluation quantitative des facteurs déterminant l'augmentation de la demande, en l'occurrence l'accroissement de la population et des revenus dans les pays en voie de développement et les pays industrialisés. Ces hypothèses montrent que l'augmentation annuelle probable de la demande alimentaire des pays en voie de développement pourrait être d'environ 3,5 %. Le taux serait d'environ 2,2 à 2,5 %, compte tenu de l'accroissement démographique, et d'environ 1 à 1,3 % compte tenu des augmentations réelles des revenus. Cette augmentation de la demande de 3,5 % par an peut être comparée avec celle de la production observée jusqu'à présent qui (cf. tableau 1) s'est élevée en moyenne à 2,6 %. L'accroissement de la production peut-il atteindre 3,5 % ? Probablement non, vu les grandes difficultés que connaissent actuellement les pays en voie de développement dans ce domaine. Il faut certes faire des distinctions entre les pays. Pour les pays très peuplés d'Asie et d'Amérique Latine, ces prévisions pourraient peut-être se vérifier.

Pour ces pays, il existe trois possibilités.

- Ils sont en mesure de faire face à la pénurie aux conditions du commerce international.
- Ils se limitent au maintien du niveau alimentaire

(1) J. KLATZMANN. — Nourrir dix milliards d'hommes ? Presses Universitaires de France, 1975.

(2) D. KIRK. — Prospects for Reducing Birth Rates in Developing Countries: The Interplay of Population and Agricultural Policies. Food Research Institute Studies in Agricultural Economics, Trade and Development, Vol. 11 (1972), Stanford, California, S. 1-10.

actuel, ou sont même disposés à admettre des restrictions.

— Ils s'efforcent d'améliorer leur situation par des aides alimentaires extérieures non commerciales.

Etant donné qu'avec des taux d'accroissement de la production d'environ 2,5 %, l'augmentation probable de la demande dans les pays industrialisés est, avec 1,5 % par an, nettement plus basse (cf. tableaux 1 et 2), l'approvisionnement mondial dans son ensemble est encore équilibré. L'évaluation des possibilités comptables de la production présentée par G. Thiede permet de tirer la même conclusion, c'est-à-dire que malgré l'instabilité et l'incertitude des prévisions, il ressort nettement des analyses actuelles que les capacités de production suffisent à couvrir largement les besoins alimentaires de l'ensemble du monde. Le problème de l'alimentation mondiale réside cependant dans la quasi-impossibilité d'équilibrer sur le plan régional la production et les besoins.

Comme les approvisionnements déficitaires sur le plan régional sont compensés dans le cadre du commerce international et de l'aide alimentaire, essentiellement par les produits alimentaires de base transportables et stockables comme les céréales, le riz, le sucre,

Tableau 1: Accroissement de la production alimentaire mondiale de 1954 à 1974¹⁾

	Production totale		Production par hab. 1954=100
	1954=100	Taux de variation en % par an	
Europe occidentale	161	2,4	138
Europe de l'Est et URSS	196	3,4	156
Amérique du Nord	146	1,9	110
Océanie	187	3,2	125
Pays industrialisés	169	2,7	137
Amérique Latine	180	3,0	102
Extrême Orient ²⁾	173	2,8	106
Proche Orient	180	3,0	107
Afrique	148	2,0	91
Pays en voie de développement	167	2,6	104
Monde	167	2,6	113

1) 1954 = Ø 1952-1956; 1974 = Ø 1973-1975. - 2) Sans la République populaire de Chine.
Source: FAO

le lait en poudre et dans certaines circonstances également le beurre, il faut aussi aborder brièvement la question de la situation du marché mondial et des perspectives commerciales à moyen terme de ces produits.

UN PRONOSTIC SUR L'AVENIR DU MARCHÉ

Sur les marchés mondiaux des céréales, on a constaté ces dernières années, une nette diminution des réserves. Les raisons de cette baisse ont déjà fait couler beaucoup d'encre. D'après des études menées dans notre Institut pour une période allant jusqu'à 1985 (3), la diminution des besoins d'importation nets devrait encore s'accroître en Europe Occidentale ; et également en Europe de l'Est où les besoins d'importations tomberaient à 2,5 millions de tonnes par an. L'Amérique du Nord augmentera considérablement ses exportations de céréales sans accroître la superficie cultivée. Jusqu'en 1985, l'excédent des exportations pourrait être plus que doublé et atteindre 100 millions de tonnes contre 47 millions en 1970. L'analyse de l'évolution en Union Soviétique reste encore imprécise, bien que le potentiel de production soit large. L'Amérique du Sud, à l'exception de l'Argentine, montrera surtout une augmentation d'importations. Les pays en voie de développement d'Asie du Sud et du Sud-Est souffriront probablement d'importants déficits d'approvisionnement qui pourraient être comblés par des importations ou par des aides. Ces pays ont des taux élevés d'accroissement de population mais un faible niveau de production de céréales. Pour accroître leurs taux de production, les conditions essentielles font défaut. Les importations nécessaires pourraient donc être aux environs de 1985, de trois à quatre fois supérieures à celles de 1970.

(3) F. UHLMANN — Gegenwärtige und zukünftige Tendenzen der Weltgetreidewirtschaft. Landbauforschung Völkerrode, Sonderheft 25, Braunschweig, 1974.

Les céréales

Dans l'ensemble, en matière de production de céréales, les pays industrialisés maintiendront leur avance actuelle. Et même, compte tenu des taux de production élevés des pays en voie de développement, leurs besoins excédentaires pourraient s'accroître considérablement.

Le sucre

Actuellement, le sucre est encore rare et cher sur le marché mondial. Cette situation ne durera cependant plus longtemps (4).

Si l'analyse tient compte du niveau très élevé des prix au cours des deux ou trois dernières années, et du stimulant qu'il a été et qu'il est encore pour la production, un approvisionnement réduit sur une longue durée apparaît d'autant moins probable.

En principe, les réserves de production nécessaires pour satisfaire la consommation prévue pour l'avenir en sucre de betteraves et sucre de canne, doivent être suffisamment abondantes.

L'accroissement ou la diminution de la production de betteraves sucrières ne dépend pratiquement que du prix du sucre, donc des betteraves sucrières, et de son

(4) E. SCHMIDT. — Zur gegenwärtigen Lage und zukünftigen Entwicklung der Weltzuckerwirtschaft. « Agrarwirtschaft », Jg. 23 (1974), S. 265-271.

rapport avec les prix des autres produits agricoles et avec les différentes politiques sucrières. D'une manière générale, la production de sucre dans les régions du monde où l'on cultive des betteraves sucrières, surtout en Europe et aux USA, pourrait, si nécessaire, être considérablement augmentée même à bref délai, d'autant que les moyens de transformation nécessaire existent déjà ou peuvent être mis en place assez vite, contrairement à d'autres régions. Pratiquement tous les pays européens disposent maintenant de plans concrets pour l'accroissement de la production de betteraves sucrières.

Dans le secteur du sucre de canne, on estime que les ressources productrices inutilisées sont encore plus élevées. Dans ce domaine, la production peut être considérablement augmentée non seulement par l'extension de la surface cultivée, mais aussi par la sélection et la culture de nouvelles espèces de canne à sucre ainsi que par de meilleures méthodes de culture, de récolte et de transformation.

Le lait

Dans pratiquement tous les pays, les marchés du lait et des produits laitiers se caractérisent par des interventions d'Etat pour réglementer la production. Il est, de ce fait, difficile de faire des prévisions à long terme. Il ne sera donc question ici que de la situation actuelle du marché.

La crise qui a éclaté en 1974 sur le marché international du lait écrémé en poudre s'est aggravée de manière inattendue en 1975. Des prix soutenus en hausse dans tous les pays occidentaux, de mauvaises possibilités d'utilisation des composants protéiques et une demande en nette régression ont entraîné, à la fin de 1975, des stocks de lait écrémé en poudre qui représentent presque les 2/3 de la production annuelle mondiale. L'écart entre la production et la consommation, couvert jusqu'au milieu de 1974 par les besoins élevés d'importation des Etats-Unis, est apparu au grand jour en 1975. Malgré des prix décroissants sur le marché mondial qui dans le courant de l'année se sont de plus en plus éloignés du niveau de soutien fixé dans les différents pays, seule une faible quantité d'excédents a pu être absorbée par le marché mondial.

La demande étant réduite, les principaux pays pro-

ducteurs ont essayé d'écouler leur production sous forme d'aide alimentaire.

En 1975, la production annuelle probable sera d'environ 3,05 millions de tonnes, la demande sera par contre d'environ 1,75 million de tonnes, en grande partie soutenue par des subventions pour l'alimentation du bétail et l'exportation.

Il est difficile de se faire une opinion sur les possibilités de réduire les excédents sans grande dépense. Au niveau actuel des prix, les subventions pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation du bétail devraient être considérablement augmentées. La consommation alimentaire pourrait difficilement être stimulée, même par des subventions. Des livraisons dans le cadre du programme alimentaire mondial, sans mesures complémentaires (préparation du lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation et la distribution), seraient peu efficaces. De plus, si l'on a recours à ces livraisons, il faudra tenir compte des répercussions sur les prix des marchés mondiaux.

Le beurre

Le marché mondial du beurre s'est caractérisé en 1975 par une forte augmentation des prix d'interventions dans les pays occidentaux et des besoins d'importations britanniques qui, en 1975, pourraient s'élever aux 3/4 environ de l'ensemble des importations. L'évolution favorable de la consommation et la production nationale de la Grande-Bretagne à nouveau en régression ont fortement décongestionné le marché mondial. Quoi qu'il en soit, les besoins britanniques sont de plus en plus satisfaits par les pays de la Communauté européenne, ce qui pose à la Nouvelle-Zélande le problème de l'utilisation de ses excédents de beurre.

Malgré la forte augmentation de la production de beurre en Amérique du Nord et dans la CEE, on n'observe pas cette année d'important accroissement des stocks de beurre dans le monde. En 1976, il faut cependant s'attendre à une aggravation du problème des excédents car en raison de la tendance actuelle des prix, la consommation diminuera dans les pays occidentaux. A court terme, les pays du COMECON ne décongestionneront pas le marché mondial du beurre, bien que dans ces pays la demande augmente plus vite que la production.

LES TENDANCES DE LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LE MARCHE COMMUN FACE AUX PERSPECTIVES MONDIALES DU MARCHE

La production agricole s'est considérablement accrue depuis que la Communauté existe. La Communauté est devenue auto-suffisante à plus de 96 % (5) ; cette progression n'a été interrompue que par l'élargissement de la Communauté aux trois nouveaux membres.

Les céréales

Le marché des céréales de la Communauté se caracté-

térise par un besoin d'importations nettes. Tandis que l'auto-provisionnement croît progressivement, les importations nettes absolues se sont maintenues jusqu'à présent de manière constante à environ 10 à 12 millions de tonnes par an. L'approvisionnement diffère selon les marchés partiels. Ainsi, les céréales fourragères et le blé dur ont une production déficitaire tandis que le blé tendre est excédentaire. A cause des bas prix du marché mondial des céréales, les quantités

non vendues dans la Communauté devaient jusqu'à ces derniers temps être écoulées sur le marché mondial uniquement grâce à des restitutions à l'exportation élevées. La hiérarchie des prix pour les différentes espèces de céréales constitue un obstacle pour l'utilisation dans la Communauté du blé tendre excédentaire. En raison de l'écart existant entre les prix du blé tendre et ceux des céréales fourragères, l'utilisation du blé tendre pour le fourrage, pour autant qu'elle passe par le marché, n'est pas possible sans mesures complémentaires (dénaturation). Un ajustement des rapports de prix, compte tenu de la valeur fourragère des différentes céréales, permettrait une diminution des importations de céréales fourragères, tout en maintenant le solde des échanges avec l'extérieur.

Des estimations de l'évolution de la production et de la consommation de céréales dans la Communauté montrent qu'il faut s'attendre, dans les années à venir, à une diminution du besoin d'importations nettes (6), qui sera probablement de 4 à 5 millions de tonnes en 1980 et d'environ 2 millions de tonnes en 1985.

Le sucre

L'organisation commune du marché du sucre en vigueur à partir de juillet 1975, tend essentiellement à ce que la Communauté des Neuf soit autosuffisante. Les caractéristiques essentielles de la précédente organisation commune des marchés ont été maintenues. Les nouveaux quotas de base qui s'élèvent au total à 9,14 millions de tonnes de sucre raffiné, dépassent de presque 17 % les contingents valables jusqu'à présent.

Compte tenu des quotas B, un potentiel de production de 13,25 millions de tonnes a été créé pour 1975/76 alors que les besoins s'élevaient à tout au plus 11 millions de tonnes. A court terme, cette production ne sera certes pas atteinte et les engagements de livraison vis-à-vis des pays ACP seront à peine remplis. A long terme par contre, il est très probable que la production communautaire et les obligations d'importations dépasseront considérablement la consommation communautaire, et que cette offre plus importante ne pourra pas être écoulée sur le marché mondial.

Le lait

Dans la Communauté, l'offre laitière enregistre des taux d'accroissement annuels inchangés dans l'ensemble, d'environ 2 %. La demande est assez stagnante. Jusqu'à présent, il n'y a guère d'indices présageant une modification fondamentale de la situation actuelle du marché. Cela tient au fait que les structures de production de lait ne changent que lentement. Il ne faut pas non plus s'attendre à une amélioration de l'écoulement, sur le marché intérieur ni à l'exportation. La consommation de lait frais et de produits à base de

lait frais est stagnante. Seuls quelques produits spéciaux et le fromage connaissent une consommation en hausse. La consommation de beurre par habitant a diminué au cours des quatre dernières années. Cette baisse a une grande signification pour l'évolution future du marché, car plus de 40 % de la production laitière dans la Communauté est destinée à la fabrication du beurre.

L'extrapolation de l'évolution de la production et de la consommation de lait et de produits laitiers dans la Communauté laisse prévoir des excédents croissants pour les années à venir (7). Il en résulterait des charges financières insupportables pour la politique agricole de la Communauté. De nouvelles initiatives de la politique agricole commune sont donc indispensables dans ce secteur. L'étroite relation existant entre les problèmes du marché du lait, et les aspects des revenus agricoles et des problèmes socio-politiques agricoles s'oppose toutefois à des mesures d'intervention efficaces.

La viande et les œufs

Jusqu'en 1972, les marchés de la viande et des œufs ont été surtout influencés par l'évolution de la demande. L'accroissement de la population et l'élévation des revenus des consommateurs dans la CEE ont, par le passé, permis une forte augmentation de la consommation que la production de viande de bœuf n'a d'ailleurs, jusqu'à une période très récente, pas pu suivre, tandis que la production de viande de porc, de volaille et d'œufs s'est adaptée, avec des fluctuations, à cette consommation croissante.

A de rares exceptions près, les prix ont été déterminés par le libre jeu de l'offre et de la demande, sans nécessiter des achats d'intervention très importants. Depuis 1972, le fléchissement de la demande et l'expansion simultanée de la production ont entraîné des excédents de viande de bœuf et de ce fait, le niveau des prix d'intervention n'a pu être maintenu. L'analyse de l'évolution du marché fait prévoir désormais, pour la viande de bœuf comme pour la viande de porc, un niveau plus bas avec les mêmes taux d'accroissement de la consommation que par le passé (8). Pour la production de viande de bœuf, il faut s'attendre également à de plus importantes fluctuations. Dans l'ensemble, la production devrait se situer à un niveau permettant certaines importations. Avec sa production de viande de porc, de volaille et d'œufs, la Communauté continuera à être pratiquement autosuffisante.

De cette estimation à moyen terme des tendances du marché, on peut conclure que très probablement pour les céréales, le sucre, le beurre et le lait écrémé en poudre, la production continuera à dépasser les capacités

(5) G. THIEDE. — Die Versorgungslage der EWG mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen. Berichte über Landwirtschaft, Bd. 48 (1970), S. 227-275.

(6) F. UHLMANN. — Getreideerzeugung und-verbrauch im Jahre 1985 in der erweiterten EWG. « Agrarwirtschaft », Jg. 22 (1973), S. 241-252.

(7) L. KERSTEN. — Milchbilanz der EWG - Versuch einer Vorausberechnung. « Agrarwirtschaft », Jg. 23 (1974), S. 132-142.

(8) E. SCHMIDT. — Quantitative Analyse der Nachfrage nach Rindfleisch in der Bundesrepublik Deutschland 1960-1974. Landbauforschung Völkenrode, Sonderheft 30, Braunschweig, 1975.

d'absorption du marché de la Communauté. Mais les marchés mondiaux seront peu enclins à accepter ces excédents, si les prix du marché mondial restent inférieurs aux prix de la CEE. Vu l'instabilité des marchés agricoles mondiaux, on ne peut affirmer que telle ou telle situation se maintiendra.

Doit-on se contenter de cette constatation résignée ? D'après moi, non, car l'analyse des marchés mondiaux, compte tenu de la situation particulière des pays en voie de développement, permet de tirer les **deux conclusions suivantes** :

1. Si, contrairement aux estimations optimistes, la production agricole mondiale augmente moins vite et de manière moins durable que les besoins, des pénuries apparaîtront rapidement sur les marchés mondiaux. Les prix des produits alimentaires augmenteront fortement. Les pays en voie de développement qui doivent avoir recours à des achats supplémentaires sur le marché mondial, seront particulièrement touchés par cette augmentation de prix. Comme ils manquent généralement de devises, ils devront limiter leurs importations, ce qui pourra

avoir de graves conséquences pour l'alimentation de leurs populations. Pour des raisons humanitaires, les plus riches devront accroître leur aide alimentaire.

2. Si les prévisions optimistes relatives à la production agricole mondiale se vérifient, le niveau des prix du marché mondial sera nettement inférieur au niveau des prix CEE. Dans ce cas, la CEE ne pourra exporter des produits agricoles excédentaires par la voie commerciale, sans s'attirer à nouveau le reproche justifié de faire du dumping. A côté de l'utilisation intérieure des produits dans la Communauté, la livraison non commerciale aux fins d'aide alimentaire est un moyen important d'écoulement de la production excédentaire.

Ainsi quelle que soit la tendance évolutive de la production excédentaire sur les marchés mondiaux : la Communauté est-elle en mesure et a-t-elle l'intention de trouver les fonds nécessaires pour faire don de la plus grande partie des excédents ? Par ailleurs, une aide alimentaire incontrôlée et non programmée n'est-elle pas pour les pays bénéficiaires, plus néfaste que bénéfique ?

LE COUT D'UNE AIDE ALIMENTAIRE FORTEMENT AUGMENTEE

Si les livraisons destinées à l'aide alimentaire dépassent un certain niveau, il faut que le pays de départ prenne à sa charge le coût de la marchandise, mais aussi les frais de transport et de distribution. Compte tenu des prix d'intervention fixés naguère pour le blé, et des frais de transport et de distribution qui s'élevaient alors à environ 200 unités de compte par tonne au total, il faudrait prévoir environ 200 millions d'unités de compte par millions de tonnes de blé destiné à l'aide alimentaire. Pour le lait écrémé en poudre, il faudrait consacrer 110 millions d'unités de compte p. 100.000 tonnes de produits destinés à l'aide alimentaire, et pour le beurre, 250 millions d'unités de compte p. 100.000 tonnes. Pour seulement 2 millions de tonnes de céréales, 400.000 tonnes de lait écrémé en poudre et 200.000 tonnes de beurre destinés à l'aide alimentaire, les coûts s'élèveraient déjà à plus de 1 milliard d'unités de compte.

Ces chiffres doivent être envisagés compte tenu des dépenses supportées jusqu'à présent par la section « garantie » du FEOGA (3,5 milliards d'unités de compte en 1974). Selon son opinion, chacun jugera ces sommes trop ou trop peu élevées. Quoi qu'il en soit, ces dépenses s'ajouteraient en partie aux obligations existant déjà et s'accumuleraient à la longue. On irait ainsi à l'encontre de la diminution recherchée des dépenses de l'organisation commune des marchés.

Une aide bénéfique

Une discussion est actuellement ouverte pour une meilleure répartition de l'aide alimentaire, en vue de contribuer efficacement au développement des pays plus pauvres (9). D'une part, les livraisons ne devraient avoir

lieu que dans le cadre de projets déjà établis et contrôlés lors de leur exécution, comme c'est le cas pour le programme alimentaire mondial de la FAO (ONU). D'autre part, il faudrait s'efforcer de financer davantage l'aide alimentaire : l'aide alimentaire atteindrait mieux ses objectifs politiques de développement si elle se traduisait par des aides financières directes, à but déterminé permettant d'augmenter la demande dans certains pays en voie de développement. Selon ce raisonnement, on livrera de moins en moins de produits alimentaires sous forme naturelle ; en conséquence, les pays qui financent l'aide alimentaire devront aussi faire face à la concurrence d'autres offreurs sur les marchés mondiaux. Vue sous cet angle, l'estimation des excédents de produits agricoles dans la Communauté pourrait être envisagée de manière tout à fait différente. Ces dernières remarques pourraient être approfondies. En résumé, la politique agricole de la Communauté européenne ne devrait pas, sous prétexte des goulots d'étranglement existant actuellement sur quelques marchés agricoles mondiaux, s'orienter vers une augmentation forcée de la production. Comme auparavant, le problème essentiel de l'agriculture dans les pays de la Communauté est de continuer d'adapter les structures de la production agricole à des conditions qui évoluent par suite de la croissance économique dans les pays hautement industrialisés.

(9) G. BARBERO. — World food problems: A note on the World Food Conference, Rome 5-16 November 1974. European Review of Agricultural Economics. Vol. 2 (1975), p. 151-167. - O. MATZKE, Neues Konzept für die Nahrungsmittelhilfe. Europäische Gemeinschaft 4/1975, S. 14-15.